

**Volet B****Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge**\*18326569\***Déposé  
30-08-2018

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 03/09/2018 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0701909618**Dénomination :** (en entier) : **FLGM CONSULTING**

(en abrégé) :

**Forme juridique :** Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Rue Bayet 18 bte B  
(adresse complète) 4218 Héron**Objet(s) de l'acte :** Constitution**L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT**

Le vingt-neuf août

Devant Nous, Maître Reginald WAUTERS, notaire associé de résidence à Hannut, membre de la société civile à forme de société privée à responsabilité limitée "Charles & Reginald WAUTERS - Hélène BACHY", notaires associés, ayant son siège social à 4280 Hannut, chemin des Dames 24, TVA/BE (0)536.952.012.

**ONT COMPARU:**

1. Monsieur **MORRHAYE Gabriel**, né à Liège le huit janvier mille neuf cent quatre-vingt-un, époux de Madame LAIR Florence, domicilié à 4218 Héron (Couthuin), rue Bayet 18/B.

2. Madame **LAIR Florence Valérie Françoise**, née à Saint-Ghislain le premier février mille neuf cent quatre-vingt-deux, épouse de Monsieur MORRHAYE Gabriel, domiciliée à 4218 Héron (Couthuin), rue Bayet 18/B.

Les comparants prénomés sub 1 jusqu'à 2 sont ci-après dénommés **"LES FONDATEURS"**.

**Procuration**

*Monsieur Gabriel MORRHAYE, prénommé, est ici représenté par son épouse, Madame LAIR Florence, également prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée en date du 29 août 2018, qui a été remise ce jour au notaire instrumentant et qui restera au dossier du notaire soussigné.*

**CONSTITUTION**

Les fondateurs ont requis le notaire soussigné de constater authentiquement qu'ils constituent entre eux une société commerciale et de dresser les statuts d'une société privée à responsabilité limitée, dénommée **"FLGM CONSULTING"**.

**A. PLAN FINANCIER**

Préalablement à la passation de l'acte constitutif, les fondateurs ont remis au notaire Maître Reginald WAUTERS soussigné, un plan financier établi le vingt-neuf août deux mille dix-huit et signé par eux, dans lequel ils justifient le montant du capital social de la société en formation pour une somme de DIX-HUIT MILLE SIX CENTS EUROS (18.600,00 €).

Ledit plan financier est conservé par Nous Notaire selon les prescriptions de l'article 215 du Code des Sociétés.

Les comparants reconnaissent que le notaire soussigné a attiré leur attention sur la portée de l'article 229 du Code des Sociétés concernant la responsabilité des fondateurs en cas de faillite de la société constituée avec un capital manifestement insuffisant.

**B. SOUSCRIPTION - LIBERATION**

Le capital social de **dix-huit mille six cents euros (18.600,00 €)** est représenté par cent quatre-vingt-six (186) parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/cent quatre-vingt-sixième du capital.

Les cent quatre-vingt-six (186) parts sociales sont souscrites au pair et en espèces comme suit:

1. Monsieur MORRHAYE Gabriel, prénommé, à concurrence de nonante-trois (93) parts sociales

2. Madame LAIR Florence, prénommée, à concurrence de nonante-trois (93) parts sociales Ensemble : **cent quatre-vingt-six (186) parts sociales soit la totalité du capital social.**

Les comparants déclarent et reconnaissent que chaque part sociale a été libérée à concurrence de d'un/tiers, de sorte que la somme de SIX MILLE DEUX CENTS EUROS (6.200,00 €) se trouve à la disposition de la société.

La partie libérée des apports en espèces a été versée, conformément à l'article 224 du Code des Sociétés, préalablement aux présentes, à un compte spécial numéro BE66 7512 0941 3643 ouvert en date du vingt-neuf août deux mille dix-huit (29/08/2018) au nom de la société en formation auprès de la Banque AXA.

Une attestation de ce dépôt a été fournie par ladite banque et restera au dossier du Notaire soussigné.

#### C. QUASI-APPORTS

Les comparants déclarent en outre que le notaire soussigné les a éclairés sur l'obligation de faire établir un rapport pour tout apport ne consistant pas en numéraire ou pour toute acquisition dans un délai de deux ans à dater de la constitution, d'un bien appartenant à l'un des fondateurs, à un associé ou à un gérant.

#### D. FRAIS DE CONSTITUTION

(...)

#### E. OBSERVATION

Les comparants reconnaissent en outre avoir été dûment avertis par le notaire soussigné de la teneur de l'article 1401 du Code Civil. Ils dispensent le notaire soussigné de toute précision complémentaire. Ils agissent en parfaite connaissance de cause.

### II. STATUTS

#### Article premier – FORME ET DENOMINATION

La société adopte la forme de la société privée à responsabilité limitée. Elle est dénommée: **"FLGM CONSULTING"**.

La dénomination doit dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents émanant de la société, être précédée ou suivie immédiatement de la mention "société privée à responsabilité limitée" ou des initiales "SPRL", reproduites lisiblement. Elle doit en outre, être accompagnée de l'indication précise du siège social de la société, des mots "registre des personnes morales" ou l'abréviation "RPM" suivi de l'indication du siège du tribunal dans le ressort territorial duquel la société a son siège social et des sièges d'exploitation, ainsi que le numéro d'entreprise.

Ci-après dénommée : LA SOCIETE.

#### Article deux - SIEGE SOCIAL

Le siège social est établi à 4218 Héron (Couthuin), Rue Bayet 18/B.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de Belgique ou de la région de Bruxelles-Capitale par simple décision de la gérance, qui a tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

Tout changement de siège social est publié aux Annexes au Moniteur Belge par les soins de la gérance.

Des sièges secondaires, succursales, comptoirs ou agences pourront être établis en Belgique ou à l'étranger, par simple décision de la gérance.

#### Article trois - OBJET

La société a pour objet, pour son compte ou pour compte d'autrui en Belgique ou à l'étranger:

- toutes opérations de consultance ou d'expertise dans les domaines pharmaceutiques, chimiques, para-pharmaceutiques, des biotechnologies, des medical devices et de l'agro-alimentaire;
  - la création, l'édition, le développement, la commercialisation, l'implémentation et tous services annexes aux logiciels supportant notamment les secteurs des soins de santé, pharmaceutiques, chimiques, para-pharmaceutiques, des biotechnologies, des medical devices et de l'agro-alimentaire.
- La société pourra procéder à la commercialisation, sous toutes ses formes, de hardware, de software, d'appareillage ou d'accessoires informatiques ou d'autres biens mobiliers corporels ou incorporels liés aux soins de santé. Elle pourra notamment acquérir ou gérer des brevets, licences et autres droits intellectuels en rapport avec son objet social;
- le développement et/ou la commercialisation de molécules ou de toutes autres technologies à visée thérapeutique ou diagnostique, en particulier en recherche clinique. Ces activités comprendront notamment la mise en place opérationnelle d'essais cliniques, et leur suivi, la revue des produits en vue d'acquisition par des tiers, ou pour prise de décision par le client quant au développement futur desdits produits, l'acquisition de molécules ou autre technologie biomédicale, la commercialisation desdits produits et, enfin, le conseil en organisation et management;
  - la mise en place, la réalisation d'études cliniques dans les domaines pharmaceutiques, chimiques, para-pharmaceutiques, des biotechnologies, des medical devices et de l'agro-alimentaire et dans le

domaine des soins de santé dans son sens le plus large;

- toutes opérations de gestion de projets et de "business improvements" dans le domaine pharmaceutique, des soins de santé et autres activités précitées ;
- le commerce de plantes, de produits de droguerie, de parfumerie, de beauté, de toilette, de bandagisterie, de diététique, de laboratoire, d'optique, d'entretien et de produits ou services connexes et toutes activités de consultance s'y rapportant;
- toutes activités commerciales en rapport avec les soins de santé et domaines décrits ci-avant, au sens le plus large du terme;
- toutes activités de "responsable qualité" dans son sens le plus large. Elle pourra notamment mettre en œuvre la politique qualité au sien d'une entreprise en y associant des indicateurs et des processus de contrôle, vérifier et mettre en œuvre la conformité des produits ou services d'une entreprise aux exigences internes et externes (conformité aux normes, exigences légales, attentes des clients...), coordonner les activités de pilotage et de surveillance de la performance des procédures et méthodologies qualité de l'entreprise.

Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet, ou pouvant en favoriser la réalisation, et notamment sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, prendre ou donner à bail, aliéner, acquérir tous immeubles et fonds de commerce, acquérir, concéder, céder tous brevets, licences et marques de fabrique ou de commerce, s'intéresser de toutes façons dans toutes les sociétés ou entreprises existantes ou à créer dont l'objet serait similaire, analogue ou connexe au sien, ou serait susceptible de constituer pour elle une source ou un débouché.

La société peut exercer la ou les fonctions d'administrateur, de gérant ou de liquidateur.

L'assemblée générale peut, en se conformant aux dispositions du Code des Sociétés, étendre ou modifier l'objet social.

#### **Article quatre - DUREE**

La société est constituée pour une durée illimitée à partir du jour où elle acquiert la personnalité juridique.

#### **Article cinq - CAPITAL**

Le capital social est fixé à **DIX-HUIT MILLE SIX CENTS EUROS (18.600,00 €)**.

Il est représenté par cent quatre-vingt-six (186) parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/cent quatre-vingt-sixième du capital, représentant chacune un/ cent quatre-vingt-sixième (1/186e) de l'avoir social, souscrites en espèces et libérées à concurrence de **six mille deux cents euros (6.200,00€)**.

Tous les titres de la société sont **nominatifs**. Ils portent un numéro d'ordre.

Il est tenu au siège social un registre pour chaque catégorie de titres nominatifs. Tout titulaire de titres peut prendre connaissance du registre relatif à ses titres.

#### **Article six - INDIVISIBILITE DES TITRES**

Les parts sociales sont indivisibles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, l'exercice des droits y afférents sera suspendu jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme étant propriétaire de cette part à l'égard de la société.

Les droits afférents aux parts sociales seront, à défaut de convention contraire, exercés par l'usufruitier.

#### **Article sept - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS**

a) Sous réserve des restrictions légales, aucune cession de parts sociales, tant entre vifs que pour cause de mort, ne peut avoir lieu que selon la procédure ci-après décrite.

b) Tout associé ou ayants-droit ou ayants-cause d'un associé qui se propose de céder des parts, est tenu de notifier son intention à la gérance.

c) Dans la huitaine de la réception de cette notification, la gérance notifiera, par pli recommandé, aux autres associés, cette proposition de cession.

Les associés auront le droit d'acquérir ces parts proportionnellement au nombre de parts dont ils sont propriétaires.

Ces associés feront connaître, par pli recommandé et dans le mois de l'envoi de la notification de la gérance, leur intention d'acquérir ces parts.

A défaut de quoi, ils seront réputés avoir refusé la proposition.

d) Les parts pour lesquelles le droit de préférence n'aura pas été utilisé ou n'aurait été utilisé que partiellement, seront offertes aux autres associés selon la procédure susvantee.

e) La gérance notifie ensuite sans délai, au cédant éventuel, le nombre de parts reprises par les autres associés et le nombre de parts restantes qui pourraient être cédées à des tiers, cette cession devant avoir lieu dans les trois mois de cette dernière notification, à défaut de quoi, le cédant devra réintroduire la procédure des points b) et suivants, pour ces dites parts restantes.

f) Le prix de cession des parts pour lesquelles les associés auraient usé de leur droit de préférence sera déterminé, de commun accord ou, à défaut, à dire d'expert désigné par le Président du Tribunal

de Première Instance, lequel expert se basera sur la valeur patrimoniale et le rendement de la société.

g) Le prix ainsi fixé sera payable au plus tard dans les six mois de la notification de la décision de la gérance dont question au point e).

h) Lors du décès d'un associé; tout héritier des parts de la présente société est tenu de se faire agréer par les autres associés selon la procédure susvantee.

En conséquence, l'héritier d'un associé est assimilé, pour l'application de la présente clause à un tiers.

Il sera cependant tenu d'introduire personnellement la procédure du droit de préférence prédécrite auprès de la Gérance.

#### **Article huit - GESTION DE LA SOCIETE**

La société est gérée par un ou plusieurs gérants désignés par l'assemblée générale, associés ou non associés.

Si une personne morale est nommée gérant, celle-ci désignera parmi ses associés, gérants, administrateurs ou travailleurs, conformément à l'article 61 du Code des sociétés, un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission et pourra également désigner un suppléant pour pallier tout empêchement de celui-ci. A cet égard, les tiers ne pourront exiger la justification des pouvoirs du représentant autre que la réalisation de la publicité requise par la loi de sa désignation en qualité de représentant.

La présente société est autorisée à exercer des fonctions d'administrateur, de gérant ou de membre d'un comité de direction pour autant que, pour l'exécution de ces fonctions, son organe de gestion nomme un représentant permanent conformément à l'article 61 du Code des sociétés.

Chaque gérant, s'il en est plusieurs, peut accomplir seul tous les actes nécessaires ou utiles à la poursuite de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Chaque gérant représente seul la société à l'égard des tiers et en justice, en demandant comme en défendant.

Le ou les gérants peuvent déléguer, à des tiers faisant partie de la société ou non, le pouvoir d'accomplir les actes qu'ils énuméreront et pour la durée qu'ils fixeront.

L'assemblée générale décide si le mandat de gérant est ou non exercé gratuitement. Si le mandat de gérant est rémunéré, l'assemblée générale détermine le montant de cette rémunération.

#### **Article neuf – SURVEILLANCE**

La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, nommés par l'Assemblée générale pour une durée de trois ans renouvelable.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, lorsque la société répond aux critères prévus par l'article 141 du Code des Sociétés, la nomination d'un ou plusieurs commissaire est facultative.

S'il n'est pas nommé de commissaire, chaque associé a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires. Il peut se faire représenter par un expert comptable dont la rémunération incombera à la société s'il a été désigné avec l'accord de la Société ou si cette rémunération a été mise à charge de la société par décision judiciaire.

#### **Article dix - REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Il est tenu une assemblée générale ordinaire chaque année le dernier vendredi du mois de juin à 18 heures.

Si ce jour était férié, l'assemblée se réunit le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

Le ou les gérants peuvent convoquer l'assemblée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Toute assemblée générale se tient au siège social de la société ou en tout autre endroit mentionné dans les avis de convocation.

Elle est présidée par le gérant s'il n'y en a qu'un et par le plus âgé des gérants s'il y en a plusieurs.

Les convocations sont faites conformément à la loi. Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

#### **Article onze - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année la gérance dresse l'inventaire et établit les comptes annuels de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions du Code des Sociétés.

La gérance soumet les comptes annuels à l'assemblée générale ordinaire pour approbation.

#### **Article douze - RESERVES – REPARTITION DES BENEFICES**

Sur le résultat tel qu'il découle des comptes annuels arrêtés par la gérance, il est d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour la constitution de la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.

Le solde restant recevra l'affectation que lui donnera l'Assemblée Générale statuant à la majorité des voix sur proposition du gérant.

### **Article treize - DISSOLUTION LIQUIDATION**

En cas de dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation s'opère par le ou les gérants en exercice, sous réserve de la faculté de l'assemblée générale de désigner un ou plusieurs liquidateurs et de déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après règlement du passif et des frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net est partagé entre les associés.

Si toutes les parts sociales ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre par des appels de fonds ou par une répartition préalable.

Le solde est partagé entre les associés en proportion des parts qu'ils possèdent, chaque part conférant un droit égal.

### **Article quatorze - ELECTION DE DOMICILE**

Tout associé, gérant, commissaire ou liquidateur de la société, non domicilié en Belgique, est tenu d'y élire domicile pour tout ce qui se rapporte à l'exécution des présents statuts, sinon, il sera censé avoir fait élection de domicile au siège social de la société où toutes communications, sommations, assignation et significations pourront lui être valablement faites.

### **Article quinze - APPLICATION DU CODE DES SOCIETES**

Pour les objets non expressément réglés par les présents statuts, les comparants déclarent s'en référer aux dispositions du Code des Sociétés.

### **III. DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Les associés, réunis en assemblée générale, prennent ensuite les décisions suivantes :

#### **1. Premier exercice social**

Par exception le premier exercice social commencera le jour où la société acquerra la personnalité juridique et se clôturera le trente et un décembre deux mille dix-neuf.

#### **2. Première assemblée générale annuelle**

La première assemblée générale annuelle aura lieu en deux mille vingt.

#### **3. Gérance :**

- de fixer le nombre de gérants à un.
- de nommer à cette fonction: Madame LAIR Florence, prénommée, qui déclare accepter et confirmer expressément qu'elle n'est pas frappé d'une décision qui s'y oppose.
- de fixer le mandat du gérant pour une durée indéterminée.
- que le mandat du gérant sera exécuté à titre rémunéré.
- de ne pas nommer un commissaire.

Elle est nommée en qualité de gérant jusqu'à révocation et peut engager valablement la société sans limitation de sommes.

#### **4. Représentant permanent:**

Comme la société pourrait envisager d'accepter des mandats d'administrateur ou gérant d'autres sociétés, elle désigne à cet effet, conformément à la loi, en qualité de représentant permanent :

Madame LAIR Florence, prénommée, ici présente, qui accepte.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE,

Notaire Réginald WAUTERS.